

Pétitions

LA LOI SUR LE RÈGLEMENT DES REVENDICATIONS DES INUVIALUIT DE LA RÉGION OUEST DE L'ARCTIQUE

MESURE MODIFICATIVE

L'hon. Bill McKnight (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien) demande à présenter le projet de loi C-102, tendant à modifier la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique.

M. le Président: La permission est-elle accordée?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Français]

LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

MESURE MODIFICATIVE

M. André Harvey (Chicoutimi) demande la permission de présenter le projet de loi C-276 intitulé «Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des ports (port Saguenay de Ville de la Baie)».

M. le Président: Plaît-il à la Chambre d'autoriser le député à présenter le projet de loi?

Des voix: D'accord.

M. Harvey: Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'occasion de déposer le projet de loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des ports, tout simplement pour changer le nom de port de Chicoutimi en celui de port Saguenay de Ville de la Baie.

Monsieur le Président, ce changement de nom répond aux besoins de l'ensemble de la population régionale. Donc, il me fait plaisir de le déposer cet après-midi.

M. le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

M. le Président: Quand le projet de loi sera-t-il lu pour la deuxième fois? A la prochaine séance de la Chambre?

Des voix: D'accord.

* * *

● (1540)

[Traduction]

PÉTITIONS

LE TRANSPORT DE PLUTONIUM AU-DESSUS DU NORD CANADIEN

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai à la fois l'honneur et le devoir de déposer des pétitions

signées par des résidents de Whitehorse, Elsa, Mayo et Dawson City, au Yukon, qui tiennent à exprimer leurs très graves inquiétudes au sujet du transport par avion de plutonium dans le Nord, qui posent un risque pour l'environnement et menacent non seulement la sécurité des gens du Nord mais aussi celle de tous les Canadiens.

Les pétitionnaires prient le gouvernement de ne pas accepter que ces vols aient lieu, dans l'intérêt des Canadiens du Nord et de tous les Canadiens.

LE PROJET D'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, j'ai à la fois l'honneur et le devoir de présenter une pétition signée par un certain nombre de résidents du Canada qui s'inquiètent du fait que l'accord négocié récemment entre le premier ministre (M. Mulroney) et le président des États-Unis l'a été sans mandat de l'électorat canadien et qu'il va réduire et compromettre gravement la souveraineté du Canada et nuire à la capacité du Canada de planifier et de déterminer son propre avenir économique. Les pétitionnaires estiment que l'accord ne procure pas au Canada l'accès assuré au marché des États-Unis qu'on a fait valoir comme objectif capital et qu'il met effectivement en danger des centaines de milliers d'emplois.

Par conséquent, les soussignés, vos pétitionnaires, prient humblement le Parlement de bien vouloir dissoudre la Chambre et donner à la population du Canada l'occasion d'accepter ou de rejeter le projet d'accord de libre-échange lors d'élections générales nationales.

OPPOSITION AU PROJET DE RÉFORME FISCALE

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter. La première est signée par des habitants de la ville de Thunder Bay, qui notent que le Livre blanc du gouvernement fédéral prévoit des changements au régime fiscal du Canada. Les propositions du gouvernement ne modifient cependant pas un régime fiscal qui est déjà injuste pour les familles canadiennes moyennes, alors que les Canadiens riches qui ont un revenu supérieur à 100 000 \$ par année et qui ne paient pas leur juste part d'impôts obtiendront une réduction de leurs impôts et que 60 000 sociétés rentables ne paieront probablement pas d'impôt sur le revenu du tout.

Les pétitionnaires protestent contre la décision du gouvernement de ne pas rétablir la pleine indexation du régime d'imposition des particuliers et prient le Parlement de rejeter ces changements au régime fiscal et de rétablir la pleine indexation du régime d'imposition des particuliers.

LE PROJET D'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, la deuxième pétition provient aussi d'habitants de la ville de Thunder Bay, qui font valoir que le gouvernement conservateur n'a pas reçu des Canadiens le mandat de conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis.